



**PRÉFÈTE  
DU LOIRET**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**dossier n° PC 045 281 21 00009**

date de dépôt : **19 novembre 2021**

demandeur : **Total Énergies Renouvelables  
France, représenté par Monsieur DEROTUS Serge**

pour : **construction d'une centrale solaire  
photovoltaïque au sol**

adresse terrain : **lieu-dit Les Dufours, à Saint-  
Hilaire-les-Andréisis (45320)**

### **ARRÊTÉ**

**accordant un permis de construire au nom de l'État**

La préfète du Loiret,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** la demande de permis de construire présentée le 19 novembre 2021 par Total Energies Renouvelables France, représenté par Monsieur DEROTUS Serge demeurant 74 RUE Lieutenant de Montcabrier lieu-dit Technoparc de Mazeran - CS 10034, Béziers (34500);

**Vu** l'objet de la demande :

- pour la construction d'une centrale solaire photovoltaïque au sol ;
- sur un terrain situé lieu-dit Les Dufours, à Saint-Hilaire-les-Andréisis (45320) ;
- pour une surface de plancher créée de 23 m<sup>2</sup> ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant Madame Sophie BROCAS préfète de la région Centre Val de Loire, préfète du Loiret ;

**Vu** l'arrêté du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Christophe HUSS, Directeur Départemental des Territoires du Loiret ;

**Vu** le code de l'urbanisme ;

**Vu** les pièces fournies en date du 16 février 2022, 20 juin 2022 et 22 juillet 2022 ;

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 31 mai 2013, modifié le 16 juin 2015 et le 14 décembre 2016 ;

**Vu** la déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLUi en date du 21 décembre 2020 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2016 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

**Vu** l'arrêté du 08 juin 2016 et l'arrêté du 9 juillet 2018 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle sur la commune ;

**Vu** la délibération de la commune de Saint Hilaire les Andréisis, en date du 6 avril 2023, approuvant les travaux d'élargissement du chemin rural « des Chalumeaux » et la signature d'une convention avec le porteur de projet fixant les modalités d'exécution des travaux d'aménagement, de financement et d'entretien du chemin ;

**Vu** l'avis réputé favorable de la communauté de communes de la Betz, de la Cléry et de l'Ouanne du 2 mars 2022 ;

**Vu** l'avis favorable de la Direction Régionale des Affaires Culturelles - Service de l'Archéologie en date du 15 décembre 2021 ;

**Vu** l'avis favorable de la Chambre d'Agriculture en date du 26 août 2022 ;

**Vu** l'avis favorable d'ERDF - Accueil Raccordement Electricité - Région Centre en date du 11 février 2022 ;

**Vu** l'avis favorable de la Direction de l'Aviation Civile - Département SNIA Ouest en date du 16 décembre 2021 ;

**Vu** l'avis réputé favorable de Région Aérienne Nord - commandant de la zone aérienne de défense Nord ;

**Vu** l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret en date du 30 août 2022 ;

**Vu** l'avis défavorable de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers du 27 janvier 2022 ;

**Vu** le constat d'absence d'avis de l'Autorité Environnementale en date du 4 décembre 2022 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 12 juillet 2023 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la demande d'un permis de construire en vue de la construction d'une centrale solaire photovoltaïque au sol sur la commune de St Hilaire les Andrésis ;

**Vu** l'enquête publique qui s'est déroulée du 27 septembre 2023 au 30 octobre 2023 ;

**Vu** le rapport, les conclusions et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 22 novembre 2023, réceptionnés à la préfecture le 22 novembre 2023 ;

**Vu** les réponses aux questions issues de l'enquête par Total Energies Renouvelables France adressées à la préfecture le 22 novembre 2023 ;

**Vu** la notification du délai d'instruction par courrier du 5 janvier 2024 ;

**Vu** l'avis favorable du maire du 6 décembre 2021 ;

**Sur** la proposition du directeur départemental des territoires du Loiret ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Le permis de construire est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées aux articles suivants.

### **Article 2**

Les prescriptions émises par le Service Départemental d'Incendie et de Secours dont la copie est annexée au présent arrêté, devront être respectées.

### **Article 3**

La construction sera raccordée aux réseaux publics existants.

Les branchements aux réseaux seront réalisés en souterrain.

Pendant toute la durée du chantier, le bénéficiaire devra veiller d'une part à ce que les véhicules ou engins utilisés sur place par les entreprises et débouchant sur le domaine public n'apportent aucune nuisance et gêne aux riverains immédiats et d'autre part que toutes dispositions soient prises pour ne pas souiller les voies publiques.

#### **Article 4**

Lors de la réalisation des travaux d'aménagement et de construction, toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie devra être déclarée sans délai au Maire de la commune, conformément à l'article L 531-14 du Code du Patrimoine.

#### **Article 5**

Les mesures compensatoires prévues, destinées à éviter, réduire et compenser les effets du projet et mettre en œuvre les modalités de suivi des incidences du projet sur l'environnement ou la santé humaine, telles que définies au chapitre VII de l'étude d'impact, jointes en annexe au présent arrêté devront être respectées.

#### **Article 6**

La présente autorisation est soumise au paiement d'une taxe d'aménagement qui sera exigible à la date d'achèvement des opérations imposables. Cette date s'entend de la date de réalisation définitive des opérations au sens du I de l'article 1406 du code général des impôts (article 1635 quater G al 1 du code général des impôts).

Le recouvrement de la taxe fait l'objet de l'émission de deux titres de perception correspondant à deux fractions égales à la moitié de la somme totale à acquitter, ou de l'émission d'un titre unique lorsque le montant n'excède pas 1 500 €.

Le titre unique ou le premier titre est émis à compter de quatre-vingt-dix jours après la date d'exigibilité de la taxe. Le second titre est émis six mois après la date d'émission du premier titre.

Le bénéficiaire sera redevable de la taxe d'archéologie préventive selon les mêmes modalités que pour la taxe d'aménagement.

Le recouvrement de la taxe d'archéologie préventive fait l'objet de l'émission d'un titre unique de perception selon les mêmes modalités que la taxe d'aménagement et dans les conditions prévues aux deuxième et troisième alinéas de l'article 1679 octies ainsi qu'à l'article L. 255 A du livre des procédures fiscales.

Le bénéficiaire devra déclarer les caractéristiques de son bien dans les 90 jours de son achèvement sur le service "gérer mes biens immobiliers" disponible sur l'espace sécurisé [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr).

À Orléans,  
Le 19 janvier 2024  
La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,

Signé : Christophe HUSS

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.**

A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Conformément à l'article R 311-6 du code de justice administrative, le délai de recours contentieux est de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté et n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours administratif.

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.